

2010 : bilan partiel et partial

2010 est derrière nous et avant d'attaquer 2011 que certains prévisionnistes annoncent douloureuse, retournons nous une dernière fois et faisons un point. Que va-t-on garder de cette année ?

Exercice hautement subjectif. S'il faut rester dans le domaine de la loi et de l'évolution de la société qu'évoquent ces chroniques, le bilan pourrait sembler bien noir : reculs démocratiques, mainmise de la finance et privatisation croissante des états au profit de quelques uns, confusion croissante entre répression et justice, étouffement progressif de l'humain. J'arrête.

Pourtant, à y bien regarder, nous avons quelques sujets de satisfaction et c'est eux que j'inscrirai à l'actif de ce bilan 2010.

- La première satisfaction, d'ordre générale, est sans doute la constatation d'une prise de conscience grandissante de la fin prochaine d'un système que de plus en plus de personnes jugent inique. Je suis étonné d'entendre désormais des chefs d'entreprise¹, des nantis, des privilégiés et plus seulement des intellectuels ou des mal lotis, des sans grade de la société, constater que le système a fait fausse route et qu'il doit cesser pour laisser la place à un monde plus juste.

- De façon plus particulière et pour reprendre un sujet déjà abordé ici, je porte également à l'actif le combat de quelques uns pour une meilleure justice et plus spécialement pour que cesse l'abomination des gardes à vue à la française.

Je vous rappelle les faits. A l'origine du droit pénal moderne, en 1808, le code de procédure criminelle réservait aux seuls magistrats les actes de recherche et d'investigation, 90 ans plus tard l'avocat était autorisé à assister son client pendant les interrogatoires du juge. C'est ce progrès pour la défense qui est à l'origine de la garde à vue. En effet, pour contourner la présence de l'avocat (!), procureurs et policiers prirent l'habitude – sans aucune base légale – de mener des enquêtes officieuses conduisant souvent à la rétention arbitraire des suspects. Ce n'est qu'en 1958 que la garde à vue entra officiellement dans le code de procédure pénale. Bien que plusieurs fois modifiée, cette procédure n'est toujours pas satisfaisante au regard de ce que doit être un Etat de droit respectueux de ses citoyens et les avocats utilisent tous les moyens à leur disposition et plus particulièrement la nouvelle procédure de la question prioritaire de constitutionnalité², pour abattre la bête.

Finalement et à plusieurs reprises, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a sans ambiguïté condamné le système français³ qui « ne répond pas aux exigences du procès équitable » mais les autorités françaises s'obstinent.

Devant le Conseil Constitutionnel les arguments ont porté⁴ mais la décision de condamnation a aussi donné au gouvernement jusqu'en juillet 2011 pour changer le système, puis c'est la chambre criminelle de la Cour de Cassation qui, à son tour, condamna la garde à vue⁵... tout en acceptant de laisser perdurer un système illégal jusqu'à juillet prochain ... étrange conception du droit !!!

Le gouvernement réagit enfin et présenta un projet de loi réformant la garde à vue : victoire, l'avocat pourra assister aux interrogatoires.

¹ Qui, dans leur immense majorité n'ont rien à voir avec les horribles capitalistes des caricatures... et du CAC 40 .

² Qui permet, depuis cette année, la saisine a posteriori du conseil constitutionnel par les citoyens à l'occasion d'un litige (cf ma dernière chronique de 2009). De la réforme constitutionnelle de 2008, c'est de mon point de vue, la seule véritable avancée démocratique, il faut le dire et la saluer.

³ Arrêts Salduz, Dayanan, Medvedyev, Brusco, et en novembre dernier, France Moulin.

⁴ 30 juillet 2010

⁵ 19 Octobre 2010.

Ah mais non ! attendez un peu avant de vous réjouir car, kolossale finesse du projet, à côté de la garde à vue respectant, bien obligée, les droits du citoyen, on crée un nouveau système dit de « l'audition libre » dans lequel le brave citoyen n'a aucun droit, pas même celui de se taire et encore moins celui d'avoir un avocat.

Par rapport au système actuel, c'est un véritable recul. Ce système est en totale contradiction avec les règles impératives posées par les récents arrêts de la CEDH.

Réalisez vous ce que cela signifie ? notre gouvernement se bat pour maintenir une violation des droits de l'Homme qu'il fait mine d'abroger !

Mais alors pourquoi vais-je mettre cela à l'actif du bilan de l'année ?

Certes pas par masochisme mais parce que l'on peut lire dans le procès verbal de la commission des lois de l'Assemblée Nationale du 15 décembre dernier que les députés en commission avaient, contre l'avis du gouvernement, abrogé le système de l'audition libre et amélioré encore les garanties accordées au gardé à vue. Les députés en débattront à partir du 18 janvier à l'Assemblée, souhaitons qu'ils restent dans la ligne de leurs collègues de la commission des lois. A suivre.

- Un autre grand sujet de satisfaction en 2010 fût la crise islandaise et ses conséquences.

Vous avez tous entendu parlé de l'effondrement économique de cette île République de 320 000 habitants qui avait cru en les sirènes de l'ultra libéralisme et s'était effondrée sous le poids de la dette.

On sait un peu moins que le système bancaire en faillite a été nationalisé et plus intéressant, que, refusant le postulat imposé à d'autres peuples selon lequel il fallait payer pour sauver les banques, le peuple islandais a renvoyé les donneurs de leçons ultra libéraux à leur propre dogme de la dérégulation et du risque assumé : les banques ont pris un risque inconsidéré en endettant l'Islande qui ne peut plus rembourser, les banques perdent et paient le prix du risque.

A 93%, les islandais ont décidé de ne pas rembourser leurs créanciers malgré les promesses de leur gouvernement faites à la Finance et ses lobbies.

Point ultime de ce mouvement : le 27 novembre dernier, 25 « simples citoyens », 10 femmes et 15 hommes, ont été élus en l'Assemblée Constituante chargée de repenser totalement de nouvelles règles à mettre en place pour vivre ensemble et de les consigner dans un projet de nouvelle constitution.

Voilà une crise qui a ruiné un peuple entier qui refuse les diktats et repense par lui même son avenir, quelle belle leçon pour nous !

- Mais, loin de la fureur et du bruit, loin des prédateurs et des lobbies, je ne pourrais pas finir ce très partiel et partial bilan de l'année écoulée sans évoquer ce qui restera pour moi le plus beau souvenir de 2010 : l'image rayonnante du lumineux sourire d'Aung San Suu Kyi⁶.

Me Simon.

⁶ Le 13 novembre il a été mis fin à son assignation à résidence ; elle est l'auteur de cette phrase : « ce n'est pas le pouvoir qui corrompt, mais la peur : la peur de perdre le pouvoir pour ceux qui l'exercent et la peur des matraques pour ceux que le pouvoir opprime. »